

Nous avons besoin d'un plan conjoncturel qui favorise l'emploi, soutienne la sécurité sociale et sauvegarde l'avenir

Pour Travail.Suisse, organisation
faïtière indépendante des tra-
vailleurs et travailleuses, le troi-
sième plan conjoncturel du
Conseil fédéral est franchement
insuffisant. Le gouvernement a
certes reconnu qu'il était urgent
d'agir en faveur du marché du tra-
vail. Toutefois, les moyens prévus
sont beaucoup trop modestes et
n'aideront guère les travailleurs
et travailleuses touchés par la cri-
se. D'autres investissements, des
améliorations temporaires pour
l'assurance-chômage et l'AVS ain-
si que des mesures pour promou-
voir les énergies renouvelables
sont nécessaires à un plan
conjoncturel efficace. Étant don-
né les sombres perspectives qui
guettent le marché du travail, on
pourrait faire fi du frein à l'endet-
tement.



Martin Flügel
Président de
Travail.Suisse, Berne

Tout indique que, dans notre pays, le pire en matière de récession est encore à venir. Il est prévisible qu'une vague de licenciements surviendra dès l'été. D'ici à 2010, le nombre de chômeurs pourrait s'élever à 250 000 et celui des demandeurs d'emploi à 350 000. Les mesures que le Conseil fédéral propose dans son troisième plan conjoncturel vont certes dans la bonne direction, mais elles ne sont pas en phase avec l'ampleur de la crise et de ses répercussions futures sur le marché du travail.

Les mesures envisagées pour la formation, les stages et l'emploi à durée déterminée vont dans le bon sens, mais elles restent insuffisantes. Les perspectives en matière d'emploi pour les deux prochaines années montrent qu'il est naïf de croire que ces mesures permettront aux jeunes qui viennent de terminer un apprentissage et aux chômeurs âgés d'intégrer le monde du travail normal et d'obtenir un poste correctement rémunéré et à durée indéterminée ouvrant sur des perspectives à long terme. Pour que ce pari réussisse, il faut d'abord des emplois, lesquels ne peuvent naître qu'en favorisant les investissements.

Un troisième plan conjoncturel doit contenir d'autres éléments

Pour Travail.Suisse, un plan conjoncturel doit avoir un impact sur l'emploi, prévenir les problèmes d'ordre structurel et renforcer les possibilités de croissance en Suisse. Ces différents points requièrent pour nous au moins les mesures suivantes:

- *impact sur l'emploi*: extension du chômage partiel à 24 mois; programmes d'investissement dans les transports publics et développement du réseau de fibre optique sur tout le territoire;
- *une bonne sécurité sociale pour prévenir les problèmes structurels*: prolongation de l'indemnité de chômage de 400 à 520 jours pour éviter l'épuisement des droits et possibilité de prendre sa retraite AVS dès 63 ans (ces deux mesures doivent être limitées à la durée de la crise et financées directement par la Confédération avec le troisième plan conjoncturel);
- *renforcer les possibilités de croissance à travers la politique énergétique*: le plafond

pour la promotion des énergies renouvelables doit tout de suite être supprimé; cela se traduira par quelque 800 millions de francs d'investissement. Les moyens supplémentaires nécessités par la suppression du plafond doivent provenir du troisième plan conjoncturel.

Sortir du cadre du frein à l'endettement: quand, si ce n'est maintenant?

Le Conseil fédéral invoque les objectifs du frein à l'endettement afin de justifier ce troisième plan conjoncturel limité à quelques maigres mesures et à un emplâtre de 400 millions de francs. Le frein à l'endettement est là pour veiller à ce que les dettes de la Confédération ne continuent pas à croître de manière incontrôlée. C'est très bien sur le fond, mais la loi qui le régit prévoit explicitement que, lorsqu'une grave récession l'exige, ses objectifs peuvent ne pas être respectés et les dépenses dépasser les objectifs. Le but de cette disposition est que la Confédération soutienne l'économie en cas de récession grave au moyen de dépenses extraordinaires.

Travail.Suisse estime que la Suisse se trouve dans une grave récession. L'argument du frein à l'endettement ne motive en aucun cas la limitation à 400 millions de francs et masque seulement un manque de volonté inquiétant de la part du Conseil fédéral, qui hésite à lancer un plan conjoncturel efficace pour les travailleurs et travailleuses.

Le Parlement doit corriger le tir

Il incombe maintenant au Parlement de prendre les décisions qui s'imposent. Celui-ci, grâce au fonds solaire doté d'un milliard de francs déjà décidé par le Conseil des États, est en train de mettre sur pied un programme conjoncturel digne de ce nom. Ce n'est que si d'autres initiatives sont prises dans cette direction lors de la session d'automne que l'on sera en mesure d'atténuer les effets de la crise sur le monde du travail et de maintenir, sinon d'améliorer, la position de la Suisse lors de la prochaine reprise. ■